



HAL
open science

LE PROJET DE ZONE DÉNUCLÉARISÉE D'ASIE CENTRALE

Bernard Sionneau

► **To cite this version:**

Bernard Sionneau. LE PROJET DE ZONE DÉNUCLÉARISÉE D'ASIE CENTRALE. Stratégique, 2001, 77, pp.103-127. hal-03357379

HAL Id: hal-03357379

<https://hal.science/hal-03357379>

Submitted on 28 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE PROJET DE ZONE DÉNUCLÉARISÉE D'ASIE CENTRALE (1)

Bernard Sionneau

Résumé : Les cinq pays d'Asie centrale sont très concernés par la prolifération nucléaire chez leurs voisins, les tensions nombreuses dans la région et leur propre fragilité, ce qui les a conduits à envisager la création entre eux d'une zone dénucléarisée qui permettrait de faire entendre sur la scène internationale, non seulement leurs problèmes de sécurité, mais aussi ceux du développement et de la coopération régionale (notice FNSP).

Les points abordés dans l'article sont les suivants :

Genèse et contenu du projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale

- Les caractéristiques du projet
- La zone géographique
- Le transit des armes nucléaires
- Les États-parties au traité
- Le protocole du traité

Le contexte géopolitique d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale

- Clientélisme et "localisme"
- Le puzzle ethnique
- L'agitation islamique
- Le passif écologique
- Le partage difficile de l'eau
- Le chaos afghan
- La gestion problématique du "grand-frère"

Le contexte géostratégique d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale

- Russie : "l'emploi en premier" de ses armes nucléaires
- Chine : dissuader l'Inde et contrer les dispositifs américains
- Iran : une riposte nucléaire contre l'Irak et les États-Unis
- Les cibles nucléaires de l'Inde : la Chine populaire et le Pakistan
- Le Pakistan : l'Inde en priorité

Stratégique (2000-01/03) n°77, p.105-127

Sujets : Armes nucléaires -- Contrôle -- Asie centrale -- Désarmement nucléaire --

Texte :

Genèse et contenu du projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale

En mai 1995, le traité de non-prolifération (TNP) est reconduit pour une durée illimitée. Le document final produit par la Conférence de New York^[1] sur les progrès et l'extension du traité, se prononce en faveur de la création de nouvelles zones dénucléarisées dans le monde. C'est à partir de cet encouragement que les cinq États d'Asie centrale^[2] décident de se lancer dans la création d'une zone dénucléarisée englobant leurs territoires^[3]. Plusieurs sessions et des engagements officiels

(1) Bernard Sionneau, Le projet de zone dénucléarisée d'Asie Centrale, in « Stratégies Nucléaires », *Stratégique* n°77, 2001, pp. 103-127.

confirment leur ambition de voir avancer le projet : la *déclaration d'Almaty* du 28 février 1997, le *rapport de Tachkent* produit le 15 septembre 1997 par les ministres des Affaires étrangères des cinq, la *déclaration de Bichkek*[\[4\]](#) formulée le 10 juillet 1998 lors d'une réunion de consultation avec des experts internationaux.

C'est au cours de la *réunion de Tachkent* (septembre 1997), que les principes de base d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale sont énoncés[\[5\]](#) :

- la zone devra être totalement exempte d'armes nucléaires ;
- les membres du traité, mais également tous les États intéressés, s'engageront à contribuer à son bon fonctionnement ;
- l'accord sur la création d'une zone dénucléarisée inclura un système de contrôle efficace permettant de s'assurer que les engagements pris sont respectés ;
- le type de contrôle susmentionné sera mis en œuvre, conformément aux recommandations de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et au système de garanties conçu par le Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Lors de la Conférence de Tachkent, le ministre ouzbek des Affaires étrangères insiste sur la nécessité de créer un dispositif fiable, destiné à fédérer les efforts consentis par les parties impliquées dans le traité en matière de dénucléarisation.

Ce dispositif doit comprendre :

- des mesures efficaces pour assurer le respect du régime de non-prolifération ;
- la création d'un système fiable de contrôle des armements ;
- la protection de l'environnement contre les pollutions dues à l'exploitation mal maîtrisée des produits fissiles ;
- des mesures contre le détournement de technologies et matériels nucléaires[\[6\]](#).

L'Assemblée générale des Nations Unies légitime le processus en adoptant plusieurs résolutions. La résolution 52/38S du 9 décembre 1997 et la résolution 53/77A du 9 décembre 1998, toutes deux intitulées "*Création d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale*", mettent en avant plusieurs éléments : elles réclament l'assistance de tous les États dans la réalisation de cette initiative régionale ; elles félicitent les États d'Asie centrale pour les mesures concrètes prises dans la préparation juridique du projet ; elles réclament l'assistance du secrétariat général des Nations Unies pour la finalisation d'un accord[\[7\]](#).

La dernière conférence sur les progrès du TNP, organisée à New York du 14 avril au 19 mai 2000, prenait acte de la dimension internationale du projet de dénucléarisation de l'Asie centrale. Elle rappelait que la réunion de Tachkent (15-16 septembre 1997) avait vu la présence de nombreuses délégations officielles envoyées par les Nations Unies, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, l'Organisation de la Conférence Islamique, ainsi que les représentants des membres permanents du Conseil de Sécurité et de 54 États-membres de l'ONU. Les réunions organisées à Tachkent, Bichkek, Genève (27-30 avril 1999) et Sapporo (28 septembre-1^{er} octobre 1999)[\[8\]](#) mettaient également en présence des experts appartenant à des centres de recherche privés[\[9\]](#) et officiels. Elles aboutissaient à l'esquisse d'un texte de traité. C'est en effet sur la base de propositions faites à Tachkent qu'une première mouture avait été proposée en avril 1999 à Genève. Elle devait faire l'objet d'améliorations, lors de la réunion suivante de Sapporo en octobre 1999, où la quasi-totalité du texte recueillait l'approbation des participants. Une autre réunion était de nouveau organisée à Sapporo (*Sapporo II*) en avril de l'année 2000[\[10\]](#) qui permettait, selon les propos du secrétaire d'État de la République Kirghiz, de produire un traité presque achevé[\[11\]](#). La déclaration du 25 avril 2000, faite lors de la Conférence sur le TNP par le vice-ministre des Affaires étrangères du

Kazakhstan, M. Kairat Kh. Abusseitov, soulignait les progrès réalisés sur trois ans dans l'élaboration du traité et exprimait le souhait de voir les parties prenantes parvenir dès que possible à un accord sur le texte final[12].

Même si les parties impliquées dans la création de zones dénucléarisées suivent les recommandations définies par l'ONU, chaque projet reste bien spécifique, en fonction des intérêts politiques, économiques et stratégiques régionaux. Il ne peut donc y avoir deux zones semblables. Les différences peuvent apparaître au niveau des obligations consenties par les parties, de la superficie géographique susceptible d'être dénucléarisée, ou des parties concernées par le traité ou le protocole[13].

Les caractéristiques du projet

Plusieurs éléments spécifiques de la zone doivent être relevés :

- la zone dénucléarisée d'Asie centrale jouxte la Chine populaire et la Russie, deux États du club nucléaire officiel ;
- elle se situe également non-loin des territoires de l'Inde et du Pakistan, deux membres du club nucléaire informel ;
- jusqu'à la fin des années 1980, l'Asie centrale a servi de terrain privilégié pour les essais nucléaires russes, et les armes nucléaires stratégiques qui y étaient stationnées n'ont été enlevées que récemment ;
- certains États d'Asie centrale sont encore liés par des accords de sécurité collective avec la Fédération de Russie dans le cadre de la Communauté des États Indépendants ; il n'est donc pas question pour eux de prendre des engagements contraires à ces accords.

Si la zone dénucléarisée d'Asie centrale devait voir le jour, ce serait, comme le notait la représentation japonaise à la 6^e conférence d'examen du TNP, la première de ce type dans l'hémisphère nord[14], en raison de la nature de la zone géographique, des formes de transit des armes nucléaires, d'une conception large des États pouvant y adhérer et des parties concernées par le traité.

La zone géographique

La zone dénucléarisée inclut les territoires, eaux intérieures et espaces aériens appartenant aux cinq Républiques d'Asie centrale. Cependant, la mer Caspienne ne peut en faire partie pour les raisons suivantes : seules deux Républiques couvertes par la zone ont des façades maritimes (Kazakhstan et Turkménistan) ; en outre, cette mer est soumise à un régime juridique particulier : en tant que mer intérieure, elle ne fait l'objet d'aucune partition délimitant eaux territoriales et eaux internationales[15].

Le transit des armes nucléaires

Les traités sur les zones dénucléarisées contiennent généralement une clause en fonction de laquelle les parties concernées acceptent ou refusent l'accueil sur leur territoire (terre, mer, air) ou sa traversée, à des navires ou avions étrangers transportant des armes nucléaires. La fréquence ou la durée de ces séjours ou transits n'est pas spécifiée. Au cours de la négociation sur la zone dénucléarisée d'Asie centrale, des avis divergents se sont exprimés sur ce sujet : certains pensaient qu'en raison du refus de la part des puissances nucléaires de divulguer des informations sur le positionnement de leurs armes nucléaires, elles ne respecteraient pas cette obligation et la rendraient pas là même caduque ; d'autres estimaient au contraire qu'ils fallait

s'en tenir aux recommandations édictées par l'ONU, selon lesquelles les accords sur les zones dénucléarisées ne doivent consentir aucune exception.

Les États-parties au traité

Dans la déclaration d'Almaty de 1997, qui appelait à soutenir l'idée de transformer l'Asie centrale en zone dénucléarisée, les présidents des républiques d'Asie centrale avaient émis le souhait que la zone puisse être ouverte à d'autres États. Plus tard, des précisions indiquèrent que seuls les États voisins de la zone, c'est-à-dire ceux dont les territoires étaient contigus, seraient autorisés à devenir parties prenantes au traité lors de sa mise en œuvre. Un précédent de ce type existe déjà avec le traité de Rarotonga (1985). Ce dernier envisage en effet la possibilité, pour un membre du Forum du Pacifique Sud, dont le territoire se trouve à l'extérieur de la zone dénucléarisée du Pacifique Sud, de rejoindre le traité. Toutefois, même si aucune clause d'accession ne figure dans le texte original du traité, les cinq États fondateurs sont toujours à même de l'amender. D'autres précisions ont été faites concernant les parties prenantes au protocole du traité. Il semble également acquis qu'en cas d'un élargissement de la zone dénucléarisée d'Asie centrale, celles-ci seront libres de refuser tout changement apporté à leurs obligations définies dans le texte original[16].

Le protocole du traité

Les traités portant sur les zones dénucléarisées comportent généralement un protocole assurant leurs membres qu'ils ne feront l'objet, de la part des puissances nucléaires, d'aucune attaque ou menace d'attaque nucléaire. Sur ce point précis, le traité de Tlatelolco fait référence, en des termes généraux, à tous les pays détenteurs d'armes nucléaires, alors que les protocoles des autres traités précisent que cette assurance sera fournie par les cinq membres du club nucléaire officiel (États-Unis, Russie, Royaume-Uni, Chine populaire, France). Après que l'Inde et le Pakistan ont procédé à des essais nucléaires et se sont présentées comme des puissances nucléaires, la question s'est posée de savoir si ces pays devaient être également invités à signer le protocole de zone dénucléarisée d'Asie centrale. Toutefois, les États-membres du TNP (187 en 1999) n'ont pas voulu leur accorder ce statut officiel dans la mesure où, selon les termes du traité, seuls les pays qui ont fait exploser un engin nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967 peuvent prétendre à ce statut. Une autre question, qui reste en suspens, est de savoir si les assurances fournies par les puissances nucléaires doivent l'être sans conditions, c'est-à-dire qu'elles seront valables dans toutes les circonstances, ou si elles doivent être soumises à condition, c'est-à-dire qu'elles laissent la possibilité de frappes nucléaires contre des membres du traité dans certains cas, ainsi que le revendiquent les grandes puissances.

Le contexte géopolitique d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale

Créées de façon artificielle par Staline dans les années 1930, les cinq ex-Républiques soviétiques du Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan ont, depuis cette époque, assuré à l'URSS un réservoir de ressources naturelles et de main d'œuvre.

Le retour des Républiques d'Asie centrale sur la scène internationale date du milieu des années 1990 et semble avoir été motivé par plusieurs facteurs :

- la volonté de désenclaver des territoires cernés par ceux de cinq puissances régionales ambitieuses (Fédération de Russie, Chine populaire, Pakistan, Iran, Inde) et dépourvus d'accès aux grandes routes commerciales maritimes[17] ;
- le désir de consolider une souveraineté et une intégrité territoriale encore fragiles et de réduire une dépendance de fait par rapport à Moscou, en diversifiant les liens avec le monde extérieur ;
- l'intérêt des pays occidentaux pour l'exploitation de nouveaux marchés et des gisements de pétrole et de gaz de la Caspienne, qui permet d'envisager l'ouverture de nouvelles routes commerciales et de nouvelles voies pour l'exportation d'énergie[18].

Malgré ces ambitions communes, plusieurs facteurs compromettent les projets des cinq Républiques.

Clientélisme et “localisme”

Les cinq Républiques d'Asie centrale conservent des structures politiques héritées de l'Union soviétique. Leurs ex-élites communistes continuent de gouverner sous des noms de partis différents, jouant la carte du nationalisme et pratiquant une politique de pragmatisme flexible[19].

Bien que des éléments de pluralisme aient été intégrés en politique, dans l'économie et la société, ces pays n'en demeurent pas moins des États autoritaires. Leur logique politique interne est fondée sur un équilibre fragile entre clans et factions. Ancrée dans une culture de clientélisme et de “localisme”, cette réalité ne favorise pas la mise en œuvre de réformes fondamentales. En outre, par manque de volonté politique, les communications entre les nouvelles Républiques ne se font pas : *“il n'existe pas de liaisons aériennes entre elles, les relations bilatérales sont réduites à des accords techniques, et chacune refuse tout nouvel ensemble qui pourrait mettre en cause les souverainetés”*[20].

Le puzzle ethnique

Politique de russification et tracés arbitraires des frontières posent aux Républiques d'Asie centrale des problèmes de cohésion nationale. Le Kazakhstan doit ainsi composer avec les aspirations d'une population russe qui forme 32 % de la population totale et se concentre dans le nord industrialisé du pays à proximité de la Russie[21]. Les Ouzbeks sont répartis dans l'ensemble des Républiques et tous les autres groupes sont représentés en Ouzbékistan. Il y a plus de Tadjiks en Afghanistan qu'au Tadjikistan. En outre, les principaux centres de population tadjiks sont localisés en Ouzbékistan. Le processus de déstabilisation est encore renforcé par des conflits à l'intérieur même des tribus, qui sont parfois plus sérieux que les luttes inter-tribales. Le Tadjikistan en offre un exemple. L'un des foyers de tensions ethniques les plus explosifs en Asie centrale reste la vallée de Ferghana, un oasis de fertilité au milieu de pics montagneux. Partagée entre trois pays (l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan), 85 % de ses habitants sont Ouzbeks, répartis principalement dans trois provinces : celle de Leninabad au Tadjikistan, celles de Och et de Jelalabad au Kirghizstan.

L'agitation islamique

Avec la décomposition de l'Union soviétique et la chute de l'idéologie communiste, c'est un islam militant qui, soutenu principalement par les Talibans afghans, tente de prendre le relais en Asie centrale.

Bien que les cinq Républiques nouvellement indépendantes soient des pays majoritairement musulmans, leurs dirigeants ont fait de la laïcité un élément clé de leurs constitutions. S'ils considèrent l'islam comme partie prenante de leur sphère culturelle et sont prêts à en utiliser le symbolisme pour plaire aux populations, ils sont tous opposés à un islam politiquement actif qui pourrait menacer leur pouvoir. En outre, l'islam pratiqué en Asie centrale appartient aux traditions libérales et tolérantes Soufi et Jadid ; il est différent de l'islam des Talibans, inspiré par une version extrême de la tradition *déobanti*, originaire de l'Inde coloniale et du Pakistan. Financées par les Saoudiens, les écoles (madrassas) déobanti tentent de propager dans la région une idéologie qui s'est peu à peu rapprochée du wahhabisme. Or l'islam wahhabite, extrêmement orthodoxe et puritain et qui trouve ses sources en Arabie Saoudite, est une tradition étrangère au milieu Centre Asiatique.

Le passif écologique

La situation financière des Républiques d'Asie centrale ne leur permet pas de rendre prioritaire la protection de l'environnement :

- au Kazakhstan, la création de gigantesques complexes miniers et de centres métallurgiques jamais modernisés, est responsable d'une forte pollution atmosphérique[22] ;
- dans la région de Semipalatinsk, l'installation d'un centre d'essais nucléaires a provoqué une grave contamination encore mal évaluée ;
- autour de la mer d'Aral, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan doivent gérer le passif écologique créé par la planification soviétique : l'eau des deux principaux fleuves qui l'alimentaient (Syr-Daria et Amou-Daria) a été détournée pour l'irrigation des cultures intensives de coton ; l'usage massif de fertilisants et pesticides a contribué à l'épuisement et la stérilisation des sols ; la mer d'Aral s'est asséchée et une partie des sols dénudés et salinisés a été transportée par les vents vers les terres agricoles des régions voisines qui se sont dégradées ;
- au Kirghizstan, ce sont des déchets radioactifs produits par l'exploitation des mines d'uranium dans l'ouest du pays qui sont stockés sans protection et menacent de polluer les cours d'eau de l'Ouzbékistan voisin ;
- en mer Caspienne, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan se sont lancés, avec le concours de grandes sociétés pétrolières, dans des activités de forage à grande échelle et en eau peu profonde qui menacent l'équilibre des écosystèmes.

Le partage difficile de l'eau

Les conflits au sujet de l'eau opposent les Républiques d'Asie centrale contrôlant les sources des grands fleuves (Kirghizstan, Tadjikistan) et celles qui sont en aval (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan).

Ainsi, le Kirghizstan perçoit aujourd'hui l'armée ouzbèke (la plus puissante de la région), comme une menace, et craint qu'elle ne s'empare, par la force, du barrage de Toktogul dans le massif de Ferghana[23]. Entre ces deux Républiques, les ressources naturelles sont d'ailleurs devenues un moyen de pression. L'exemple qui suit en est une illustration : le Kirghizstan est approvisionné en gaz naturel par l'Ouzbékistan, mais manque de devises pour régler sa note ; aussi, en février 1999, les dirigeants ouzbeks

interrompent leurs exportations vers le Kirghizstan ; en représailles, les dirigeants kirghizs exigent le paiement des eaux qui coulent sur les flancs de leurs montagnes et irriguent les champs de coton ouzbeks ; le Kirghizstan réclame également 5 millions de dollars pour l'entretien des digues et des canalisations ; mais jusqu'ici, l'Ouzbékistan a refusé de répondre à ces demandes.

D'autres tensions sont apparues entre le Tadjikistan et le Kirghizstan. Elles concernent le partage de l'eau entre les villages kirghizs du sud-ouest qui accusent les Tadjiks d'une enclave voisine d'être responsables de sa rareté.

Le chaos afghan

En raison de leurs frontières perméables, et d'appareils de sécurité inefficaces, les cinq Républiques d'Asie centrale craignent l'extension des troubles venus d'Afghanistan. À l'exception du Turkménistan qui s'est déclaré neutre, elles soutiennent l'Alliance du nord et son commandant Ahmed Shah Massoud, qui dispose d'une importante base arrière dans le sud du Tadjikistan, d'où il reçoit des armes envoyées par la Russie et l'Iran. En réponse à cette politique, les Talibans ont offert un sanctuaire aux mouvements d'opposition islamiques d'Asie centrale[24].

Quant au trafic de stupéfiants, il est devenu une source essentielle de revenus pour les combattants afghans[25]. 97 % des cultures se font dans des zones contrôlées par les Talibans : ils collectent un impôt islamique (*zakat*) non seulement sur les cultures de pavot, mais également sur les laboratoires d'héroïne et le transport des drogues (opium, morphine, héroïne). L'Alliance du Nord impose d'ailleurs une taxe similaire sur les cargaisons en direction de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan[26]. La route que prend leur exportation vers l'Europe passe par l'Asie centrale, principalement par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan[27].

À ces activités, s'ajoute la contrebande régionale de biens de consommation, de nourriture et d'essence. Les routiers afghans et pakistanais se livrent à ce trafic, dans une immense zone qui va de la Russie au Pakistan, en passant par le Caucase, l'Asie centrale et l'Iran. Le phénomène a deux conséquences : il paralyse les industries locales qui ne peuvent supporter la concurrence de produits échappant aux taxes ; il induit également de sérieuses pertes financières pour les États. Comme pour le trafic de drogues, les Talibans perçoivent une taxe sur la contrebande ; c'est leur deuxième source de revenus, et les mafias du transport sont devenues des soutiens importants[28].

La gestion problématique du “grand-frère”

Créée en décembre 1991 pour permettre à la Russie de jouer un rôle particulier dans l'ancien espace soviétique, la Communauté des États Indépendants (CEI) est aujourd'hui en panne. Les États-membres n'ont pas réussi à s'entendre sur la finalité du dispositif, ni à le faire fonctionner de façon efficace ; les rivalités et conflits qui opposent plusieurs membres, demeurent un obstacle à un approfondissement de leurs relations.

Concernant plus particulièrement l'Asie centrale, l'objectif d'intégration poursuivi par la Russie a tourné court. Il a d'abord été suivi par des Républiques qui avaient du mal à consolider leur souveraineté : le Kazakhstan, enclavé et obligé, pour des raisons démographiques et géographiques (longue frontière commune), à avoir des relations

étroites avec la Russie ; le Tadjikistan, en proie à une guerre civile récurrente ; le Kirghizstan, petit et pauvre, qui redoute les ambitions du grand voisin Ouzbek.

Mais cet objectif d'utilisation de la CEI n'a jamais été partagé par le Turkménistan et l'Ouzbékistan, hostiles à tout ce qui pouvait limiter leur souveraineté, et dont les dirigeants ont vu dans la Communauté une solution transitoire, leur permettant de gérer dans les conditions les moins mauvaises l'éclatement de l'empire[29].

Depuis 1997, la CEI est en proie à une crise institutionnelle ouverte. Les déclarations récurrentes des présidents d'Asie centrale sur son inertie et son inefficacité traduisent cette réalité. L'insistance de Moscou à privilégier le facteur politique, au détriment de l'économie est un élément d'explication[30] ; elle a eu pour effet d'encourager les Républiques qui en avaient les moyens, à se tourner vers des acteurs extérieurs à leur zone[31] (Chine populaire, États-Unis, Iran, etc.).

D'autres éléments ont terni l'image de la Fédération de Russie, en Asie centrale : la crise financière de 1998 qui a souligné la fragilité de l'économie russe, de même que l'incapacité des forces armées de la Fédération à rétablir l'ordre dans leurs frontières (Tchéchénie). Malgré cela, dans le domaine énergétique, les dépendances à l'égard de la Russie restent très fortes pour certaines Républiques comme le Tadjikistan et le Kirghizstan. Et d'autres richement dotées, comme le Kazakhstan et le Turkménistan[32], sont tributaires de la Russie pour leur acheminement[33]. En outre, l'opinion dominante en Russie est que la Fédération, malgré le faible dynamisme de la CEI, ne doit pas abandonner une zone stratégique et "une sphère d'influence naturelle". Les dirigeants d'Asie centrale doivent gérer ces réalités, amplifiées par la frustration qu'éprouve l'ex-"grand frère" à ne plus être, dans la région, qu'un acteur parmi d'autres.

Le contexte géostratégique d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale

Pour les cinq Républiques concernées, une zone dénucléarisée constitue une garantie de sécurité dans une région "sur-nucléarisée".

L'ensemble territorial formé par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan est situé au voisinage de deux puissances nucléaires officielles (Russie et République de Chine), de deux puissances nucléaires avérées non signataires du TNP (Inde et Pakistan), et d'un pays qui paraît vouloir rejoindre le club (Iran).

Ajoutons que, depuis 1997, les États-Unis ont déclaré que l'Asie centrale, en raison de ses ressources pétrolières et gazières, était devenue une zone stratégique pour les intérêts américains.

L'évocation rapide des postures nucléaires adoptées par leurs "encombrants voisins", dans des conditions de méfiance réciproque, de tensions accrues, et pour certains, d'expansion de leurs arsenaux, nous permettra de mieux comprendre les menaces indirectes auxquelles ils soumettent la zone.

Russie : "l'emploi en premier" de ses armes nucléaires

Après la disparition de l'Union soviétique, la redéfinition de la doctrine militaire russe se traduit, en novembre 1993, par l'abandon de la posture de non-emploi en premier

de l'arme nucléaire. La Russie utilisera l'arme nucléaire comme moyen de dissuader toute agression à son encontre, ou à l'encontre du territoire de ses alliés (le bouclier nucléaire russe est étendu aux ex-Républiques appartenant à l'espace désigné sous le terme d'“*étranger proche*”). Plusieurs facteurs paraissent avoir motivé cette révision : une inquiétude à l'égard de l'expansion de l'OTAN[34] ; la crise du Kosovo et le bombardement de la Yougoslavie, interprétés comme une violation des principes de la Charte des Nations Unies et une agression contre un État souverain ; un sentiment, de la part de nombreux Russes, que les États-Unis veulent dominer la scène internationale et dicter leur volonté au reste du monde.

D'autres éléments s'ajoutent à ces préoccupations : l'intérêt manifesté par la superpuissance américaine pour les projets de défense anti-missiles (NMD, TMD) ; l'opinion partagée, par les milieux dirigeants russes, que la préservation et la modernisation des armes nucléaires restent une composante essentielle du statut de grande puissance ; l'état de faiblesse des forces conventionnelles du pays qui renforce la nécessité de s'appuyer davantage sur les armes nucléaires.

Les documents officiels sur la sécurité nationale et la doctrine militaire, reflètent ce changement d'état d'esprit : ils expriment une plus grande méfiance de l'étranger et des voisins immédiats de la Russie, et le tout confère une base idéologique pour justifier des augmentations de dépense concernant la défense[35].

Il existe donc, aujourd'hui, en Russie, un intérêt plus marqué pour l'action unilatérale, et une moindre préoccupation pour la coopération et le partenariat. Ces perceptions de la sécurité expliquent l'accent mis sur les armes nucléaires[36], un facteur qui ne peut qu'inquiéter les dirigeants des Républiques d'Asie centrale impliqués, malgré eux, dans les calculs stratégiques de la Fédération.

Chine : dissuader l'Inde et contrer les dispositifs américains

Il n'y a pas, à proprement parler, de doctrine nucléaire chinoise, mais plutôt une politique nucléaire chinoise. Elle repose sur deux fondements : un engagement à ne jamais utiliser l'armes nucléaire en premier (la seule exception restant Taiwan qui dans l'optique chinoise n'est pas un pays étranger) ; un engagement à ne jamais utiliser l'arme nucléaire contre des pays qui en sont dépourvus (ou contre des zones dénucléarisées).

L'engagement de non-emploi en premier, signifie théoriquement que la Chine populaire abandonne son droit d'attaque préemptive. Sa stratégie nucléaire est donc fondée sur la notion de “*dissuasion par représailles*”. Dans la mesure où les principaux adversaires de la Chine (Russie, États-Unis) ont des forces nucléaires supérieures, les dirigeants chinois ont développé une stratégie de riposte nucléaire polyvalente et limitée[37].

Les principales menaces qu'ils perçoivent portent sur l'Asie du Sud et l'Asie orientale et viennent principalement de l'Inde et des États-Unis. Concernant l'Inde, ils considèrent toujours ce pays voisin comme une menace, dans ses intentions et capacités : les relations Inde-Chine populaire n'ont toujours pas fait de progrès significatifs sur la question des frontières ; l'Inde a déclaré, en outre, qu'elle voulait atteindre la parité avec la Chine populaire au niveau de ses programmes nucléaires, alors que la Chine populaire veut l'obliger l'Inde à accepter une place de subordonné ; Pékin dénonce enfin, la prise en otage de son territoire, par la dernière génération de missiles indiens.

Deux autres éléments perturbent les stratégies chinoises dans leurs engagements de non-emploi en premier de l'arme nucléaire : les propositions américaines d'extension, à l'Asie orientale, d'un système de défense anti-missiles (TMD) ; les performances des armes conventionnelles de précision guidées que possèdent les États-Unis. Pour contrer ces menaces, la Chine populaire s'est dotée de missiles intercontinentaux (DF-5/5A). En 1998, un rapport américain indiquait que 13 d'entre eux étaient pointés sur des villes américaines et 5 autres, sur des objectifs asiatiques et russes[38].

Pour moderniser ses forces nucléaires et les rendre plus crédibles, la Chine populaire a mis au point deux nouvelles générations de missiles à longue portée[39] (ICBM) : le *DF-31*, susceptible d'être déplacé par voie terrestre ou embarqué à bord de sous-marins (version *JL-2 SLBM*), capable de prendre en otage l'ouest des États-Unis ; le *DF-41*, dont la portée couvre tout le continent américain[40], mais dont le risque est, de conforter, aux États-Unis, les arguments des partisans d'un programme national de défense anti-missile (NMD).

Iran : une riposte nucléaire contre l'Irak et les États-Unis

L'Iran a ratifié le TNP en 1970, et depuis 1992, a autorisé les experts de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique à conduire des inspections dans ses usines nucléaires. Mais, à côté de ce programme nucléaire civil, les experts estiment que l'Iran a mis sur pied un programme nucléaire clandestin[41].

Depuis sa défaite lors de la guerre contre l'Irak, Téhéran a redoublé d'efforts pour produire des armes de destruction massive et des missiles balistiques. Trois raisons principales expliquent ce choix : le désir de contenir les ambitions de l'Irak que l'Iran considère toujours comme la principale menace régionale malgré les dommages que ce pays a subi lors de la guerre du Golfe ; le désir de posséder une capacité de dissuasion vis à vis des États-Unis et une capacité d'intimidation à l'égard des alliés de la Superpuissance (Arabie Saoudite et Turquie) lors d'une crise éventuelle dans le golfe Persique ; la volonté de faire contrepoids aux capacités nucléaires et de projection israéliennes. Dans ses ambitions nucléaires, l'Iran aurait obtenu l'assistance de la Russie, de la Chine, de la Corée du nord, mais aussi de pays européens concernant l'équipement nucléaire à double usage (civil/ militaire).

En janvier 2000, et contrairement à des évaluations précédentes, la CIA déclarait qu'il était possible que l'Iran soit désormais capable de fabriquer des armes nucléaires[42]. L'analyse n'était pas fondée sur des preuves certaines, mais sur le fait qu'il était impossible aux États-Unis de contrer et d'identifier tous les efforts déployés par l'Iran pour acquérir des technologies et matériels nucléaires[43].

Deux autres documents officiels américains[44] avaient auparavant affirmé que Téhéran était en train de mettre au point des vecteurs d'emport indispensables pour rendre sa dissuasion crédible : test, en juillet 1998, puis déploiement de missiles de portée intermédiaire (MRBM) *Shahab 3* et travaux sur un *Shahab 4*[45] - deux types d'engins très probablement dérivés, pour la première catégorie, du *No Dong 1* nord-coréen, et pour la seconde, du *SS-4* russe, capables d'atteindre les territoires d'Israël, de l'Arabie Saoudite et certaines parties de la Turquie ; d'autres travaux seraient en cours sur un missile intercontinental (ICBM) dont le nom de code est *Kosar*[46] ; il pourrait infliger des dommages à des parties du territoire américain, grâce à la technologie et à l'assistance de la Fédération de Russie.

Les cibles nucléaires de l'Inde : la Chine populaire et le Pakistan

Le 17 août 1999, l'Inde rend public un document de travail sur sa doctrine nucléaire[47], alors que les tensions avec le Pakistan sont de nouveau très fortes, et que les observateurs extérieurs s'inquiètent au sujet de la stabilité de la région[48].

Quelques jours auparavant, le responsable de la Commission indienne de l'énergie atomique annonçait que son pays avait la capacité de produire des *armes à neutrons*. Parmi les arguments utilisés pour légitimer l'existence d'une force nucléaire, le document mentionne : l'absence de désarmement nucléaire global ; l'existence de doctrines nucléaires offensives justifiant l'emploi en premier des armes nucléaires, ainsi que la légitimité de leur usage, même dans des situations de conflit conventionnel. En fonction de quoi, les dirigeants indiens ont estimé que leurs intérêts de sécurité nécessitaient un niveau minimum de dissuasion nucléaire (*doctrine of minimum nuclear deterrence*), ainsi qu'une capacité suffisante de représailles (*policy of retaliation only*), au cas où la dissuasion ne remplirait pas son rôle.

Pour accomplir ces tâches et assurer sa mission de protection et de sécurité du territoire, l'armée indienne s'appuiera sur un tryptique terre-air-mer, placé sous l'autorité du Premier ministre. Cette force stratégique ne sera utilisée que pour répondre à une attaque. Les forces militaires conventionnelles seront maintenues à un niveau suffisamment élevé pour rendre possible une escalade progressive de la violence en cas de conflits.

L'Inde prend également des engagements : ses dirigeants n'utiliseront pas, ou ne menaceront pas d'utiliser, d'armes nucléaires contre des États ne possédant pas ce type d'armes, ou contre des États dont les politiques ne s'alignent pas sur celles d'États détenteur de forces de frappe nucléaires.

Malgré ces informations, le potentiel nucléaire indien reste difficile à évaluer sur deux points : le nombre exact de missiles que le pays peut produire (estimé à 400 têtes nucléaires[49]) ; le nombre et la localisation des cibles des missiles stratégiques de l'Inde. Des rapports récents apportent quelques précisions[50] : l'Inde possède des missiles de portée intermédiaires (IRBM) *Agni 2* (2 500 kms) qui lui permettent d'infliger, en représailles, des dommages très lourds aux territoires de la Chine populaire, du Pakistan et de l'Iran, ainsi qu'aux installations américaines de Diego Garcia dans l'océan Indien. D'autres informations font état d'un programme indien consacré à la mise au point d'une nouvelle génération de missiles balistiques intercontinentaux (*Surya*), capables de frapper l'Occident et le territoire américain en cas de conflit[51].

Le Pakistan : l'Inde en priorité

La publication officielle, en août 1999, d'un document de travail sur la doctrine nucléaire indienne, prend les dirigeants pakistanais de court. Elle les oblige à préciser leurs options dans ce domaine.

Plusieurs arguments sont alors avancés : la réalité de menaces nucléaires justifie l'existence de réponses nucléaires - elles sont un multiplicateur qui permet de corriger l'asymétrie des forces conventionnelles entre l'Inde et le Pakistan[52] ; il ne peut y avoir que des solutions régionales aux questions de prolifération nucléaire[53] ; dans le cas des relations pakistano-indiennes, le principe de renoncement à "l'emploi en

premier” de l’arme nucléaire ne peut s’appliquer, pour deux raisons : l’Inde a mis en place son programme d’armes de destruction massive environ dix ans avant le Pakistan ; si ce dernier signait le TNP, il ne pourrait développer son potentiel nucléaire civil au niveau où le Japon l’a fait[54].

En résumé, pour le Pakistan, l’arme nucléaire est considérée comme un moyen de pallier le déséquilibre des forces conventionnelles avec l’Inde et pour cette raison, les dirigeants pakistanais envisagent l’option de première frappe ; elle signifie, qu’en cas de perception d’une menace sur sa sécurité, leur pays prendra l’initiative d’employer ses forces nucléaires, même s’il n’est attaqué qu’au moyen d’armes conventionnelles[55]. Certains experts pakistanais évoquent, en outre, la nécessité de mettre au point une approche graduée de la dissuasion permettant de mettre en adéquation, menaces nucléaires et niveaux de conflits[56]. D’autres évoquent une combinaison possible d’objectifs de *contreforce* (sites militaires et nucléaires clés) et d’objectifs de *contre-valeur* (la capitale Delhi et le centre financier de Mumbai[57]). Un élément revient malgré tout dans le discours pakistanais consacré au nucléaire militaire : la nécessité de concevoir des mesures destinées à renforcer la confiance entre les deux pays.

Pour rendre crédible sa politique nucléaire, le Pakistan développe et teste différents types de missiles[58]. En 1999, on peut citer pour exemple, les essais effectués sur la catégorie de missiles *Ghauri* : le *Ghauri 2*, dont la portée est estimée entre 2 000 et 2 300 kms, conçu pour répondre à l’existence de l’*Agni 2* indien ; le *Ghauri 3*, un missile avec une portée supérieure, évaluée entre 2 700-3 500 kms. Ces missiles sont des vecteurs de portée intermédiaire (IRBM). Ils peuvent être tirés d’une plate-forme fixe ou mobile, et sont capables de transporter une charge conventionnelle ou nucléaire. Ils permettent d’ores et déjà au Pakistan de prendre en otage le territoire d’Israël, celui de l’Inde, des portions de territoire de la Russie, de la Mongolie, de la Birmanie, de la Géorgie et de l’Arménie. D’autres catégories de missiles (SRBM ou IRBM) complètent la panoplie du Pakistan ou sont en cours d’élaboration : les *Shaheen*, *Haft*, ou *Ghaznavi*.

Conclusion : Absents de l’équation nucléaire en Asie, les cinq Républiques d’Asie centrale n’en sont pas moins directement concernées par la prolifération nucléaire à leurs frontières et les tensions croissantes qui opposent leurs voisins. Dans ce contexte, et vu le faible impact des dispositifs destinés à endiguer la prolifération, ou le peu d’attention que les pays dotés d’armes de destruction massive accordent à la dénucléarisation militaire de la planète, la question reste posée de l’utilité d’une zone dénucléarisée en Asie centrale.

Une tentative de réponse peut être faite : depuis leur indépendance, les Républiques d’Asie centrale sont confrontés à de nombreux défis : difficultés économiques, corruption, agitation islamique, trafic de drogue, problèmes écologiques, conflit afghan, relations inter républiques tendues (cf. supra). Ce sont donc des pays fragiles, géographiquement isolés des pays les plus industrialisés, entourés d’États nucléaires dont la situation politique, économique et sociale n’apporte pas vraiment de garanties de paix ou de développement durable.

En s’inscrivant dans un processus de dénucléarisation régionale, les dirigeants des cinq Républiques d’Asie centrale peuvent espérer atteindre plusieurs objectifs : multiplier les contacts avec des pays riches acquis à la cause de la non-prolifération ; trouver une tribune internationale où il leur sera possible de parler de développement, de financement des projets et de sécurité ; contribuer à réduire les tensions dans la zone ; échapper aux tentatives d’intégration (voire de “finlandisation”), tout en jouant sur les

ambitions concurrentes pour obtenir les meilleures propositions ; renforcer enfin, au sein d'un processus coopératif non contraignant, une indépendance à laquelle chaque président n'est pas disposé à renoncer.

[1] Cf. *Principles and Objectives for Nuclear Non-Proliferation and Disarmament*, Review and Extension Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, New York, May 1995.

[2] C'est dans la deuxième moitié du 19^e siècle que le Turkestan occidental, c'est-à-dire la région qui regroupe aujourd'hui les cinq républiques d'Asie centrale, passe sous le contrôle de la Russie tsariste. L'avènement de l'URSS en 1917 voit l'établissement de la puissance soviétique dans cette partie du monde. Les Russes vont diviser le Turkestan occidental en cinq Républiques, selon des critères ethniques et de nationalité. Le Turkestan oriental, quant à lui, passe sous le joug chinois dès le milieu du XVIII^e siècle et porte aujourd'hui le nom de province du Xinjiang.

[3] L'initiative de la création d'une zone dénucléarisée d'Asie centrale est présentée par les autorités ouzbèkes comme une initiative évoquée dès 1993 à l'ONU par leur président Islam Karimov. Alla Karimova, "Possibilities of a Nuclear Weapons-Free Zone Creation. Central Asia", Ministry of Foreign Affairs Uzbekistan, 15 septembre 1997.

[4] Les 9 et 10 juillet 1998, une réunion qui rassemblait des experts en provenance des pays d'Asie centrale, des puissances nucléaires et des Nations Unies, se tenait à Bichkek, dans le but de trouver les moyens de mettre en œuvre le projet de zone dénucléarisée d'Asie centrale. À cette occasion, les cinq Républiques concernées soumettaient un document intitulé "Basic elements of the treaty on a nuclear-weapons-free zone in Central Asia". Il reflétait leur intention de préparer les fondements juridiques indispensables à la réalisation de cette initiative. Des experts missionnés par les Nations Unies, la Chine populaire, la France, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis formulaient ensuite commentaires et conseils sur le document.

[5] S. Pande, "Prospects of Nuclear Weapon-Free Zones : South-East and Central Asia", *Strategic Analysis*, Institute for Defense Studies and Analyses, vol. XXII, n° 6, septembre 1998, pp. 855-866.

[6] S. Pande, *op. cit.*

[7] *Article VII : Working Paper*, submitted by Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan (NPT/CONF.2000/MC.II/WP.15), The 2000 NPT Review Conference (RevCon) 14 Avril - 19 mai 2000, New York, 5 mai 2000.

[8] Réunion planifiée par le ministère des Affaires étrangères du Japon, entre les 3 et 6 avril 2000 avec la participation des autorités locales de Sapporo et de Hokkaido. Une vingtaine de participants étaient attendus parmi lesquels des représentants des gouvernements des cinq républiques d'Asie centrale, des experts de l'Agence Internationale pour l'Energie atomique et des personnels des Nations-Unies. Norio

Hattori, directeur général du Contrôle des Armements et des affaires scientifiques du ministère des Affaires étrangères, devait ouvrir la séance, in “UN-sponsored Sapporo II meeting on an Nuclear-Weapon-Free Zone in Central Asia”, The Ministry of Foreign Affairs, Japon, 23 mars 2000. Le *Working Paper* soumis le 5 mai 2000 par les cinq Républiques d’Asie centrale, lors de la Conférence d’examen du TNP en 2000, fait état d’un accord, de la part des principaux protagonistes, sur l’esquisse de traité de dénucléarisation élaboré au cours de leurs rencontres successives.

[9] Dès 1996, plusieurs gouvernements d’Asie centrale réclamaient l’expertise du Center for Non-proliferation Studies (CNS) du Monterey Institute of International Studies. Cette institution, dirigée par le Dr. W. Potter, leur a fourni conseil et aide sur le langage des traités, l’histoire des autres zones dénucléarisées et les procédures des Nations-Unies. Cf “Assistance in the Formation of a Central Asian Nuclear-Weapon-Free Zone”, Center for Non-Proliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, 1999, <http://cns.miiis.edu>.

[10] Tariq Rauf, “The NPT Review Conference : Challenges and Prospects”, Center for Non-Proliferation Studies, Monterey Institute of International Studies, avril 2000.

[11] Statement by H.E. Mr. Naken Kasiev, State Secretary of the Kyrgyz Republic, The 2000 NPT Review Conference, New York, 1^{er} mai 2000.

[12] Statement by Mr. Kairat Kh. Abusseitov, Vice-Minister of Foreign Affairs of the Republic of Kazakhstan, The 2000 NPT Review Conference, New York, 25 avril 2000.

[13] J. Goldblat, “Central Asia : a Nuclear Weapon-Free Zone in Statu Nascendi”, *Pacifica Review*, vol. 11, n° 3, octobre 1999.

[14] R. Johnson, “The 2000 NPT Review Conference : A Delicate, Hard-Won Compromise”, *Disarmament Diplomacy*, 46, 2000.

[15] L’accord signé à Moscou le 6 juillet 1998 par les présidents Eltsine et Nazarbaev prévoit un partage du lit de la Caspienne, mais non des eaux dont la gestion doit, selon la Russie, rester commune, A. de Tinguy, “Russie-Asie centrale : la fin d’un “étranger proche”, *Revue internationale et stratégique*, été 1999, p. 126.

[16] J. Goldblat, *op. cit.*

[17] L’Asie centrale est séparée du golfe Persique, de la mer d’Oman et de l’océan Indien par l’Iran.

[18] En mars 1997, la livraison de gaz turkmène vers la Russie est interrompue, la Russie et le Turkménistan ne pouvant se mettre d’accord sur les tarifs. L’arrêt des livraisons pendant un an fait perdre au Turkménistan près d’un milliard de dollars et remet d’actualité la recherche de routes alternatives pour la livraison de gaz. Les autorités turkmènes sont tout d’abord intéressées par un projet de gazoduc via l’Afghanistan vers le Pakistan, mais sa construction est bloquée par le conflit afghan. Une autre route possible traverse l’Iran et la Turquie vers l’Europe. En décembre 1997, le président iranien inaugure un pipeline de 200 kms financé par son pays qui va transporter le gaz turkmène de la Caspienne à l’Iran. Le projet est considéré comme un coup dur pour la Russie et les États-Unis. Il évite le territoire russe, alors que jusqu’ici la Fédération avait le monopole sur les routes acheminant le gaz et le pétrole de l’Asie centrale. Les Américains n’apprécient pas le choix de la route iranienne mais décident

de ne pas s'y opposer, dans la mesure où ils désirent éviter d'isoler leurs compagnies des gros contrats régionaux sur le pétrole et le Gaz.

[19] Jyotsna Bakshi, "No Single Power Can Have Exclusive Sway over Central Asia : A Geo-Political Analysis", *Strategic Analysis*, vol. XXII, n° 1, avril 1998, pp. 119-141 (Institute for Defence Studies and Analyses).

[20] O. Roy, "Passés recomposés", *Revue internationale et stratégique*, été 1999, p. 72.

[21] En 1999, la capitale est déplacée d'Almaty à Astana, dans le centre du pays. Cette politique réveille la possibilité d'une scission de la partie nord à majorité russophone (découverte d'un complot en octobre 1999).

[22] Philippe Rekacewicz, "Les chantiers de l'environnement à l'Est", *Le Monde diplomatique*, juillet 2000, pp. 16-17.

[23] Vicken Cheterian, "Au carrefour de trois républiques : la vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale", *Le Monde diplomatique*, mai 1999, pp. 16-17.

[24] C'est ainsi que le dirigeant du Mouvement Islamique Ouzbek, Tahir Yuldashev, recherché dans son pays pour avoir organisé une tentative d'assassinat contre le président Islam Karimov, a pu établir un camp d'entraînement militaire à quelques kilomètres de la frontière Ouzbèke. Il y forme des militants venus d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Kirghizstan ainsi que des indépendantistes ouïgours du Xinjiang. Ahmed Rashid, "Les Talibans au cœur de la déstabilisation régionale", *Le Monde diplomatique*, novembre 1999, pp. 4-5.

[25] Selon le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), en 1999 l'Afghanistan a produit 4 600 tonnes métriques d'opium soit deux fois plus qu'en 1998 (de quoi produire plus de 300 t d'héroïne pure). A. Labrousse, S. Allix, F. Vielmini, "Les drogues en Asie centrale : héritage et innovations", *Revue internationale et stratégique*, été 1999, p. 101.

[26] Ahmed Rashid, art. cit., pp. 4-5.

[27] Cf. A. Labrousse, S. Allix, F. Vielmini, art. cit.

[28] Ahmed Rashid, art. cit.

[29] A. de Tinguy, art. cit., pp. 118-119.

[30] Pour A. de Tinguy : "le principal objectif de la Fédération a été de maintenir des bases militaires sur le territoire de ses ex-Républiques et de signer des accords de défense lui permettant de stationner des gardes frontières. Ses dirigeants se sont montrés en revanche peu préoccupés de transformer les dépendances économiques existantes en rapports cohérents, mutuellement avantageux et durables", art. cit., p. 121.

[31] Jusqu'ici, le Kazakhstan avait toujours soutenu la Russie dans toutes les circonstances l'opposant à l'Ouest. Mais des problèmes croissants ont convaincu ses dirigeants de diversifier davantage les relations extérieures de leurs pays : l'instabilité politique en Russie, des accidents sur le site kazakh de lancement de fusées russes à

Baïkonour, le problème des dettes entre les deux pays, la démarcation des frontières communes, les quotas sur le transit de pétrole. Les dirigeants kazakhs ont, en outre, exprimé leur déception sur le fonctionnement des institutions dans l'espace post-soviétique. Le 24 novembre 1999, le Kazakhstan et la Chine populaire signaient une déclaration portant sur une coopération économique plus étroite et un communiqué sur la résolution finale du problème de frontière entre les deux États. Une visite à Washington du président Nazarbaïev en décembre 1999 a renforcé les liens politiques et militaires avec les États-Unis, déjà tissés dans le cadre du partenariat pour la paix avec OTAN. En outre, lors de sommet de l'OSCE à Istanbul en novembre 1998, le Kazakhstan s'est engagé à alimenter le futur oléoduc reliant la Caspienne et la Turquie, parrainé par Washington. *L'état du monde : Annuaire économique, géopolitique mondial 2001*, La Découverte-Syros, Paris, 2000.

[32] Il n'existe pas, écrit A. Dubien, de consensus sur le potentiel exact de la Caspienne. Soucieux d'attirer des investisseurs étrangers, les nouveaux États indépendants manifestent une propension à "gonfler" leurs statistiques. Actuellement, les réserves prouvées de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan, et de l'Ouzbékistan représentent 7 500 milliards de m³ (Gm³) de gaz, et 2,2 milliards de tonnes (Gt) de pétrole, soit respectivement 5,5 % et 1,9 % des réserves mondiales. Ces derniers chiffres sont comparables aux données de la mer du Nord. De l'avis de la plupart des responsables du secteur pétrolier, le potentiel de la Caspienne ne dépasserait pas un dixième de celui du Moyen-Orient (66 % des réserves prouvées mondiales de pétrole, 33 % pour le gaz). La production annuelle des nouveaux États indépendants est peu importante. *Revue internationale et stratégique*, été 1999, pp. 76-77.

[33] Pour avoir une idée exacte des options concernant les tracés d'oléoducs et de gazoducs, cf. A. Dubien, *ibid.*, pp. 85-91, et aussi D. Tavassoli, "Le XXI^e siècle et les enjeux géostratégiques de l'hydrocarbure centre-asiatique", *Stratégique*, 70/71, 2-3/98, pp. 111-114.

[34] En juillet 1994, toutes les anciennes Républiques de l'URSS, se joignent, avec la Russie, au "Partenariat pour la Paix", un programme commun de sécurité organisé par l'OTAN. Et du 15 au 21 septembre 1997, des exercices militaires sont organisés dans trois Républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, et Kirghizstan) dans le cadre de ce programme. Ils constituent un événement historique, au sens où c'est la première fois que des troupes occidentales pénètrent dans ce qui était demeuré, jusqu'alors, une "chasse gardée" de l'Union soviétique. À l'occasion, un bataillon composé de forces de maintien de la paix appartenant exclusivement au trois Républiques précitées, participe à l'exercice. Le Programme de l'OTAN apparaît comme une réponse à la doctrine militaire russe de 1993.

[35] La Douma russe a voté un texte de loi exigeant un niveau fixe de ressources financières pour les forces nucléaires stratégiques, nonobstant le niveau général du budget de la Défense, in "Nuclear weapons challenge in Asia", Asia-Pacific Center for Security Studies, Honolulu, Hawaii, 22 avril 2000.

[36] Il n'existe aucun document définissant de façon précise la doctrine nucléaire russe. On peut la trouver dans différentes déclarations politiques, spécialement dans *The Military Doctrine and the Concept of National Security*, un document conçu en décembre 1997 puis révisé et signé par le Président Vladimir Poutine en janvier 2000, La doctrine nucléaire russe a évolué sur le niveau du seuil auquel l'arme nucléaire doit être employé. Les documents de 1993 préconisaient son emploi lorsqu'existait une menace concernant l'existence même de la fédération en tant

qu'État souverain. Les textes de 1997 et 2000 précisent que les armes nucléaires seront utilisées en réponse au déploiement d'armes de destruction massive menaçant la Russie ou ses alliés, mais aussi en réponse à tout type d'agression de grande ampleur à l'aide d'armes conventionnelles, dans des circonstances qui menacent la sécurité nationale de la Fédération de Russie.

[37] Chen Shihmin, "L'évolution de la conception chinoise de la dissuasion nucléaire depuis l'époque de Deng Xiaoping (après 1978)", *Stratégique*, 70/71, 2-3/98, pp. 235-238.

[38] Le rapport, paru dans le *Washington Times* du 21 juillet 1998, avait été conçu à partir de documents secrets en provenance de la CIA.

[39] Pour les autorités américaines, c'est de la technologie américaine, obtenue par espionnage, qui a permis aux Chinois de rendre leurs missiles mobiles, de miniaturiser leurs charges, et de diminuer ainsi leur vulnérabilité.

[40] Testé en août 1999, le *DF-31* est un missile intercontinental (ICBM) qui peut être tiré d'un lanceur mobile, peut emporter une charge nucléaire ou plusieurs charges explosives conventionnelles, affiche une distance de tir de quelques 8 000 kms, ce qui met à sa portée les territoires de Hawaï, de l'Alaska et une partie de l'État de Washington. Quant au *DF-41*, c'est un missile intercontinental à têtes multiples qui peut emporter entre cinq et huit charges explosives, dont des charges nucléaires, sur une distance de 12 000 kms, ce qui met à sa portée l'Europe et la plus grande partie du territoire des États-Unis ; par rapport à son prédécesseur le F-5, les différences notables sont sa mobilité et sa puissance de feu, in "China tests DF-31 ICBM, Centre for Defence and International Security Studies, Lancaster University, 1999 et P. Pun, "DF-41 could force US to adjust its strategy", *Hong Kong Standard*, 15 octobre 1999.

[41] Pour plus de précision sur l'étendue du programme nucléaire iranien, cf. R. M. Perry, "Rogue or Rational State : a Nuclear Armed Iran, and US Counter Proliferation strategy", A research paper presented to the Research Department, Air Command and Staff College, (AU/ACSC/0388/97-03), mars 1997.

[42] Federation of American Scientists (FAS).

[43] L'un des problèmes est la perte apparente de contrôle de la Fédération de Russie sur son arsenal nucléaire. En 1994, le FSB (service de sécurité russe) rapportait au président Eltsine 700 vols de technologie secrète dans la deuxième moitié de 1993 et 900 vols effectués dans des installations militaires et nucléaires. J. Deutch, directeur de la CIA en 1996, rapportait que les routes à travers l'Afghanistan étaient d'un intérêt tout particulier pour le commerce des matériaux fissiles. Et leur achat pouvait faire gagner entre 8 et 10 ans au programme d'armes nucléaires iraniens. Autre élément préoccupant : des techniciens russes étaient recrutés par l'Iran pour améliorer/accélérer le programme nucléaire. En Russie, ils gagnaient 67 \$ par mois alors que l'Iran leur offrait un salaire mensuel de 5 000 \$, in R. M. Perry, *op. cit.*

[44] Un document à diffusion non-restreinte, remis le 15 juillet 1998 à Washington par la *Commission Rumsfeld* - une Commission établie en janvier 1998 par le Congrès américain, présidée par l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et chargée de fournir une évaluation des menaces balistiques contre les États-Unis. Un autre document, établi par le *National Intelligence Council* ("Foreign Missile Developments

and the Ballistic Missile Threat to the United States through 2015) a été diffusé par la CIA, dans le but de fournir un complément d'information sur le même sujet.

[45] La portée du *Shahab 3* (météore) est estimée entre 1 300 et 1 500 kms, et celle du *Shahab 4* est de 2 000 kms.

[46] *Kosar* fait, en Persan, référence au terme coranique de “flux de vie éternelle au Paradis”.

[47] *Draft Report of National Security Advisory Board on Indian Nuclear Doctrine*, 17 août 1999.

[48] À la suite des tests de mai 1998 effectués par le Pakistan, Shamshad Ahmed, le ministre des Affaires étrangères de ce pays, déclarait que, grâce à la dissuasion nucléaire, l'Asie du Sud allait désormais connaître une ère de paix durable. Mais, pour certains observateurs, des éléments géographiques et militaires laissent planer la menace d'une escalade nucléaire possible au cours d'un conflit : tout d'abord, l'Inde et le Pakistan sont des pays voisins ; leurs capitales, villes et centres industriels majeurs peuvent être touchés par des frappes de missiles en quelques minutes, laissant peu de temps à leurs dirigeants pour évaluer la probabilité d'une attaque et décider du niveau de réponse à donner ; ensuite, les confrontations militaires directes entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire et les bombardements continuels de leurs lignes de position dans cette province, font planer la menace d'une perte de contrôle de la situation. Dernier point, aucun pays ne dispose de système d'alerte avancé fiable, lui permettant de détecter une attaque de missiles : en août 1998, lorsque les Américains ont bombardé, à l'aide de missiles de croisières, le camp d'entraînement afghan de Osama Bin Laden (le milliardaire saoudien, financier des Talibans), les missiles ont survolé le Pakistan sans être détectés. Farah Zhara, “Pakistan's road to a minimum nuclear deterrent”, *Arms Control Today*, juillet/août 1999.

[49] Cf. John Wilson, *The Pioneer*, 18 août 1999.

[50] Amitabh Mattoo, “Fire aimed at the dragon”, *The Telegraph*, 30 avril 1999. Cf. aussi “Countering China”, Centre for Defence and International Security Studies, Lancaster University, 1999.

[51] Cf. “Asia's accelerating arms race”, Centre for Defence and International Security Studies, Lancaster University, août 1997.

[52] Les Pakistanais évoquent comme exemple les accords entre l'Inde et la Russie et qui portent sur des importations d'armes russes d'un montant de 1,6 milliard de dollars, alors qu'eux-mêmes ne peuvent obtenir des États-Unis ou de la Russie le même type d'aide. “Les armes françaises sont trop chères, ou parfois restreintes à la vente, et seule la Chine populaire reste un allié fidèle dans ce domaine”. Lt Gen, Sardar FS Lodi, “Pakistan's nuclear doctrine”, *Defence Journal*, vol. 3, n° 4, avril 1999.

[53] Farah Zhara, “Pakistan's road to a minimum nuclear deterrent”, *Arms Control Today*, juillet/août 1999.

[54] Ishtiaq Ahmed, *New Nuclear Order*, Islamabad, Institute of Regional Studies, 1999.

[55] Sardar FS Lodi, art. cit.

[56] Ibid.

[57] Ishtiaq Ahmed, *op. cit.*

[58] En juin 1999, un navire nord-coréen était saisi en Inde. Les autorités trouvaient à son bord des plans de missiles, des manuels d'instruction, des composants, et des équipements de production. L'information était apportée par un porte-parole indien du ministère des Affaires étrangères, sur l'antenne de *All India Radio*, le 10 juillet 1999. La destination finale du navire était Malte, avec une escale à Karachi au Pakistan. L'enquête devait prouver que l'adresse à Malte n'existait pas. Deux interprétations de l'affaire étaient données : pour les journalistes du *Times of India*, les matériels transportés étaient d'origine chinoise. La presse coréenne donnait une autre version. Le 20 juillet 1999, la version internet du *Korea Times* évoquait la possibilité d'un échange de bons procédés entre la Corée du nord et le Pakistan : du matériel nord-coréen pour fabriquer des missiles, contre de la technologie pakistanaise pour miniaturiser les charges nucléaires. "More on seized north-korean ship and possible nuclear exchange between Islamabad and Pyongyang", Centre for Defence and International Security Studies, Lancaster University, 1999.